

## INDE (Cachemire)

Entre douleur et exaspération, la tentation d'en découdre

*Un fait  
son décryptage  
une analyse  
des perspectives*

### LE FAIT

➤ Colère et exaspération prévalent ces jours derniers dans la patrie de feu Gandhi ; à bon droit. Alors que l'été glissait vers un crépuscule déjà chargé de tension dans l'ancienne principauté du Cachemire (J&K), en proie depuis juillet à un nouvel épisode de manifestations-incidents-répression (80 victimes), la fébrilité s'élevait d'un cran supplémentaire le 18 sept. avec l'attaque meurtrière (17 soldats indiens tués) d'un commando de militants contre une base de l'*Indian Army* (Uri ; 30 km à l'ouest de Srinagar) au Jammu et Cachemire.

➤ Une attaque dont New Delhi attribua rapidement la paternité à son voisin occidental, l'identité des assaillants et leur mode opératoire portant semble-t-il le sceau du Jaish-e-Mohammed (JeM), une entité terroriste connue pour son historique d'actions violentes anti-indiennes au Cachemire, notoirement proche de divers cercles du pouvoir à Islamabad (services de renseignements). Un outrage de plus, une provocation de trop - huit mois après une attaque similaire contre la base aérienne de Pathankot, en territoire indien.

➤ Promptes à s'enflammer dès lors que l'empreinte (directe ou masquée) pakistanaise se révèle, l'opinion, les responsables politiques et militaires ont multiplié ces derniers jours les manifestations d'exaspération à l'endroit de ce voisin avec lequel quatre conflits ont déjà eu lieu depuis l'indépendance de 1947.

➤ Sous pression, le gouvernement nationaliste hindou du 1<sup>er</sup> ministre N. Modi jauge, entre attente populaire et risque d'emballement, ses options.

### L'ANALYSE

■ Alimentée ces derniers mois par une forte mobilisation populaire dans la (très) volatile vallée du Cachemire - sous couvre-feu depuis le 8 juillet -, la crise couvait et menaçait de prendre une dimension plus large, plus préoccupante ; l'audacieuse attaque contre la base d'Uri, sa signature caractéristique, le ton désinvolte si ce n'est provocateur adopté depuis l'incident par la diplomatie pakistanaise ont (sans surprise) mué cette énième crise cachemirienne en une nouvelle convulsion régionale, aux incidences incertaines.

■ Lors de sa campagne électorale du printemps 2014, le candidat N. Modi (BJP) avait assuré à la nation qu'une fois élu, il saurait se faire entendre du Pakistan et que tout aventurisme de ce dernier, au Cachemire indien ou ailleurs, serait traité avec fermeté.

■ Président aujourd'hui au destin de la *plus grande démocratie* du monde, le 1<sup>er</sup> ministre est aux prises avec une équation domestique et diplomatique délicate ; ses annonces martiales d'hier (présentes à l'esprit de ses électeurs) alimentent une attente populaire forte, faisant fi de l'appel à la retenue d'un concert des nations inquiet.

■ Huit ans après le *11 septembre indien* (attaques de Mumbai ; 170 victimes), la tentation de faire entendre raison, par une action *calibrée* soucieuse d'éviter toute escalade, à son bouillonnant voisin, reste forte ; les dirigeants indiens partent toutefois du postulat selon lequel Islamabad ne manquerait pas, si la *mesure* venait à être dépassée, à monter à son tour au créneau...



### JAMMU & KASHMIR : repères

Géographie : Asie du sud

Superficie : 222 000 km<sup>2</sup>

Capitale : Srinagar (1,2 million h.)

Population : 12 millions

Voisins : Chine, Pakistan

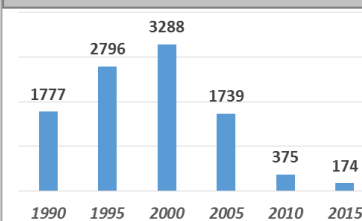
Religions : islam (68%), hindouisme (28%), sikhisme (2%),

Economie : agriculture, horticulture, pierres, tourisme



Visite à Uri du ministre indien de la Défense, le 18 septembre ; après l'outrage, la *colère froide*.

### Jammu & Kashmir : bilan annuel des violences (1990-2015)



### LA CITATION :

➤ *"Je peux assurer à la nation que les responsables de cette méprisable attaque ne demeureront pas impunis"*, du Premier ministre indien Narendra MODI, le 18 septembre 2016.

### ACTEURS EN PRÉSENCE

LE GOUVERNEMENT INDIEN  
L'OP. PUBLIQUE, L'ARMÉE INDIENNE  
LA POPULATION CACHEMIRIENNE  
LE PAKISTAN ; GROUPES MILITANTS

### CHRONOLOGIE récente

- 19 sept.** : "l'Inde présente une version hostile de l'attaque d'Uri" (gouv. pakistanais)  
**19 sept.** : la presse indienne, l'opinion publique en faveur d'une "réponse musclée"  
**18 sept.**: attaque de la base militaire indienne d'Uri (J&K) ; 17 soldats indiens tués  
**15 sept.**: à l'ONU, l'Inde évoque la situation insurrectionnelle au Balouchistan (Pakistan)  
**22 août**: min. indien de l'Intérieur évoque le rôle du Pakistan dans les troubles au J&K  
**18 août**: Washington pour un "dialogue plus substantiel" entre Delhi et Islamabad  
**08 août** : un mois de couvre-feu au J&K.



Delhi, 19 sept. : réunion de crise autour du Premier ministre **Narendra MODI**, ou la recherche d'une réponse appropriée.

### DÉCLARATIONS & RÉACTIONS

- ☞ "Le Pakistan est devenu un épicerie du terrorisme. Il est grand temps que les Nations Unies considèrent le Pakistan comme un Etat terroriste", de V. Naidu, ministre indien.
- ☞ "En cet instant de douleur, toute la nation est unie. Il est temps de frapper en retour", S. Bharne, ministre du gouvernement Modi.
- ☞ "Le sacrifice suprême des 17 valeureux soldats ne sera pas en vain", Manohar Parrikar, ministre indien de la Défense.

L'auteur

**OLIVIER GUILLARD**, spécialiste de l'Asie, est chercheur à l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS ; Paris), chercheur au CERIAS (UQAM ; Montréal), directeur de l'information du cabinet de conseil Crisis 24 (Paris ; Washington).

### ENJEUX et CONSEQUENCES

*Revenons succinctement ci-après sur les incidences de cette énième crise indo-pakistanaise.*

#### ◆ Quelles options pour New Delhi?

Soumis à une intense pression populaire demandant justice, représailles et sanctions, le gouvernement dispose somme toute d'un spectre plutôt réduit d'options à sa disposition. Si la population appelle de ses vœux une réponse musclée (cf. militaire) directement portée sur le territoire pakistanais (cf. frappe de drone ou missile sur des installations radicales dans la partie du Cachemire administrée par Islamabad), New Delhi, quoi que naturellement sensible à cette idée et désireuse de punir certains acteurs pakistanais pour le passif accumulé depuis quinze ans (cf. attaque contre le Parlement de Delhi en 2001 ; Mumbai 2008 ; base de Pathankot en janvier ; etc.), en mesure pour autant les (graves) risques associés.

#### ◆ Quels risques ?

Difficile d'imaginer la fière institution pakistanaise, toute puissante sous les ordres de son *Chief of Army staff*, rester sans réagir en cas d'intervention indienne sur son sol... Au crédit déjà entamé, le gouvernement civil du 1<sup>er</sup> ministre N. Sharif ne serait guère en mesure de freiner un excès d'ardeur de la *Pakistan army*, très réservée quant aux projets régionaux (Afghanistan ; Iran ; relations avec les Etats-Unis) menés tambour battant par le chef de gouvernement indien Modi depuis son entrée en fonction.

Du fait de son haut degré de risque (avéré), cette piste *armée* céderait a priori le pas, pour ce qui est de la réponse à asséner au voisin belliqueux, à une déclinaison diplomatique (condamnation à la tribune de l'ONU ; rappel de l'ambassadeur en poste à Islamabad) et économique (embargo sur les échanges bilatéraux), dont la mise en place serait par définition moins porteuse de périls.

#### ◆ Quels leviers vis-à-vis d'Islamabad ?

A tort ou à raison, les autorités pakistanaises n'ont eu de cesse ces deux derniers jours de nier toute implication dans la meurtrière attaque d'Uri, s'évertuant, plutôt que de faire montre d'une quelconque compassion envers les victimes et familles éplorées, à crier au complot ourdi depuis New Delhi, afin de détourner l'attention de la vallée du Cachemire et de ses deux mois de crise, de violence et de chaos.

Sans plus de prise que cela, entre crainte et impuissance, la communauté internationale (Etats-Unis ; Europe ; Chine) se limite à presser New Delhi de s'en tenir à une réponse mesurée, redoutant un effet d'emballement ; dans le même temps, sans trop s'exposer sur la place publique au côté de ce partenaire asiatique à l'image dégradée, Washington s'emploie assurément auprès de ses relais pakistanais à circonvier la crise naissante dans un format gérable, ainsi qu'elle le fit déjà, à l'identique ou presque, lors de la *crise de Kargil* (avril-juillet 1999 ; 4<sup>e</sup> conflit indo-pakistanaise), sur les hauteurs disputées du Cachemire.

### PROSPECTIVE

*Enlisée dans l'interminable chaos afghan, en pleine crise nucléaire-balistique nord-coréenne et contentieux territorial en mer de Chine du sud, alors que se tendent depuis janvier les rapports entre Pékin et Taipei, la région Asie-Pacifique et ses quatre milliards d'individus ne peuvent aucunement s'offrir un fardeau de tension supplémentaire, à plus forte raison entre deux rivaux historiques nucléaires ayant croisé le fer et l'obus à quatre reprises depuis 1947... Quoi que très tenté d'adresser un message fort à Islamabad, adepte familière du déni de responsabilité, le gouvernement nationaliste hindou de l'énergique Narendra Modi devrait borner sa réponse à des contours moins martiaux qu'espérés, la raison prévalant encore sur l'envie ; jusqu'à quand ?*

Paris, le 20 septembre 2016